

Évolution récente du financement international de l'inclusion financière : un bilan

La présente note reprend les conclusions de l'enquête annuelle 2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux (2016 CGAP Cross-Border Funder Survey). L'enquête décrit les engagements de financement des plus importants bailleurs internationaux de l'inclusion financière au 31 décembre 2015¹. Le CGAP réalise cette enquête depuis 2008 et en partenariat avec MIX depuis 2012. Les données de l'édition 2016 de l'enquête proviennent de 54 bailleurs qui communiquent des informations sur une base semestrielle aux auteurs de l'étude².

Le financement de l'inclusion financière a augmenté de 3 milliards de dollars

Les nouveaux engagements survenus en 2015 ont porté le montant total du financement de l'inclusion financière à 34 milliards de dollars (figure 1). Entre 2013 et 2015, environ un tiers des bailleurs de fonds ont réduit leurs portefeuilles alors que les autres maintenaient inchangés ou accroissaient leurs engagements.

Les engagements de financement ont augmenté parmi les bailleurs tant publics que privés, les sources publiques continuant toutefois de représenter un peu plus de 70 % du total des financements³. Les institutions de financement du développement (IFD) fournissent la majeure partie des fonds, suivies par les organismes de développements multilatéraux et bilatéraux. Nous prévoyons que les financements publics continueront de croître plus rapidement que les financements privés, en partie parce que les données provenant des instruments d'investissement dans la microfinance (MIV) indiquent que ces derniers enregistreront en 2016 leur plus lente progression depuis dix ans. En outre, les investisseurs d'impact font savoir qu'ils ont l'intention de réduire leurs allocations à la microfinance et aux services financiers, selon les données les plus récentes du *Global Impact Investing Network* (Mudaliar, Schiff et Bass 2016).

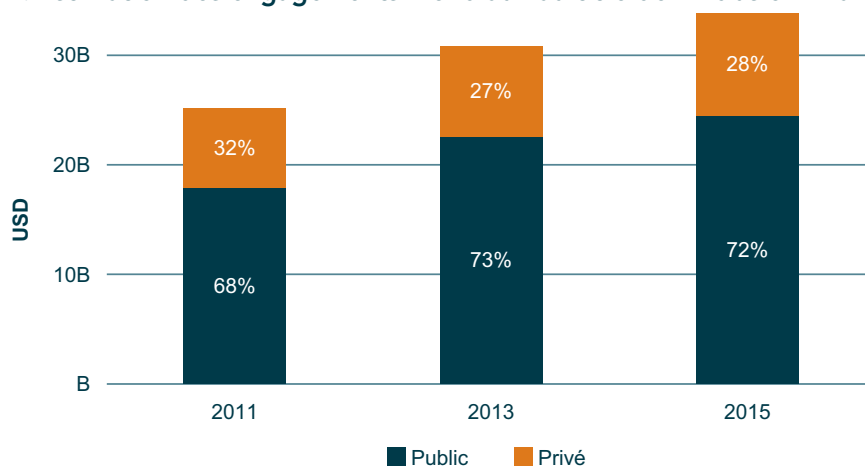
Les tendances observées par l'Organisation de coopération et de développement économiques en matière d'aide publique au développement (APD) ne sont certes pas

directement comparables aux données CGAP, mais elles montrent que l'aide internationale a augmenté lentement dans tous les secteurs du développement au cours des deux dernières années⁴. Les engagements financiers internationaux au profit de l'inclusion financière étaient toutefois supérieurs de 10 % en 2015 à leur niveau de 2013. Par ailleurs, plus des deux tiers des bailleurs publics et des fondations privées inclus dans l'enquête du CGAP indiquent que la part de l'inclusion financière dans leur portefeuille de développement global était en 2015 égale ou supérieure à ce qu'elle était auparavant⁵. À l'avenir, près de 80 % prévoient de maintenir inchangés ou d'accroître leurs engagements de financement au profit de l'inclusion financière. Les organismes d'aide cherchent de plus en plus à collaborer avec le secteur privé et à réduire la pauvreté au moyen du développement économique ; il est possible que la croissance relative du financement de l'inclusion financière parmi ces bailleurs soit représentative de cette tendance plus générale. Un bailleur bilatéral interrogé dans le cadre de l'enquête explique que « la coopération avec le secteur privé contribue à promouvoir l'inclusion financière au plan interne », car elle s'aligne sur le nouveau modèle d'aide.

Les bailleurs de fonds réexaminent leur stratégie et intègrent l'inclusion financière

Les entretiens ont révélé qu'au moins huit grands bailleurs de fonds, représentant collectivement 30 % de l'ensemble des engagements, étaient en train de réévaluer leur stratégie d'inclusion financière. Un facteur contribuant à

Figure 1. Estimation des engagements mondiaux au titre de l'inclusion financière



Sources : enquête 2012-2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux, enquête 2012-2016 de Symbiotics sur les MIV

¹ Le terme « engagements » désigne les fonds approuvés à l'appui d'un investissement ou d'un projet spécifique, qu'ils soient ou non décaissés.

² Voir la Méthodologie à la page 4.

³ Les bailleurs publics incluent les IFD et les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement. Les bailleurs privés comprennent les fondations et d'autres donateurs et investisseurs utilisant des sources de financement privées.

⁴ Les données relatives à l'APD portent sur les fonds décaissés alors que celles du CGAP concernent les engagements. L'APD internationale est passée de 130,5 milliards de dollars en 2013 à 132,7 milliards de dollars en 2015, soit un taux de croissance annualisé légèrement inférieur à 1 %. Plusieurs pays européens ont fait état par ailleurs d'une forte augmentation de leurs dépenses liées à l'afflux de réfugiés sur leur territoire. Si l'on inclut ces coûts intérieurs, le taux moyen de croissance annuelle de l'APD bondit à 4,1 % de 2013 à 2015 (OCDE 2016).

⁵ Basé sur les données fournies par les 32 bailleurs de fonds qui ont répondu à cette question.

Encadré 1. « L'inclusion financière pour : _____ »

L'ajout de « thèmes » à l'enquête de 2014 a jeté un éclairage sur la façon dont les bailleurs de fonds utilisent l'inclusion financière pour atteindre des objectifs de développement plus larges. Sur les 3 600 projets en cours en 2015, environ 2 300 étaient associés à un ou plusieurs thèmes.

Après le financement des petites et moyennes entreprises (1 155 projets), les thèmes les plus fréquemment liés aux projets sont le financement agricole et rural (503 projets), le financement numérique (226 projets), l'égalité entre les sexes (218 projets), la facilitation du marché (95 projets) et les financements écologiques (81 projets).

Les projets de financement agricole et rural sont le plus souvent financés par les IFD et les organismes multilatéraux, le tiers des projets étant réalisés en Afrique subsaharienne (SSA) et le cinquième dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC). Ces financements passent souvent par les autorités nationales sous forme de prêts.

Environ la moitié des 218 projets en faveur de l'égalité des sexes sont financés par des organismes multilatéraux et un quart par des fondations. Trente pour cent se trouvent en Afrique subsaharienne et 20 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. À l'image des projets agricoles, ces initiatives prennent généralement la forme de prêts aux États.

Les financements écologiques soutiennent notamment des projets de maîtrise de l'énergie, d'accès aux énergies renouvelables et de gestion durable des ressources. La majeure partie de ces projets, généralement financés par des organismes multilatéraux et bilatéraux sous forme de prêts, se trouve en Afrique subsaharienne (22 projets) et en Asie du Sud (18 projets).

rendre nécessaire la révision des stratégies tient au fait que les organisations considèrent de plus en plus l'inclusion financière comme un catalyseur d'autres objectifs de développement et non plus seulement comme une fin en soi. En conséquence, les bailleurs font savoir que l'ancrage ou l'intégration de l'inclusion financière dans les projets visant plusieurs objectifs deviennent plus fréquents (encadré 1). Plusieurs d'entre eux ont déclaré qu'il était de plus en plus difficile d'isoler le montant exact du financement de chaque projet consacré à l'inclusion financière. Pour ceux qui connaissent bien l'histoire de la microfinance, cette tendance peut faire craindre que le secteur revienne aux projets de crédit dirigé qui étaient en vogue autrefois dans le monde du développement, mais dépendaient fortement des subventions et ne pouvaient pas être mis en œuvre de façon durable. Jusqu'ici, toutefois, l'expérience indique que cette « seconde vague » d'intégration de l'inclusion financière se traduit par l'utilisation des services financiers, souvent distribués de façon numérique, pour accroître l'accès à des services essentiels tels que l'énergie et l'éducation.

Les bailleurs de fonds regardent peu à peu au-delà des outils traditionnels axés sur l'offre

L'assistance financière et technique fournie aux prestataires de services financiers de détail (financial service providers ou FSP) constitue toujours l'essentiel du financement international en faveur de l'inclusion financière, mais les bailleurs de fonds portent peu à peu une attention accrue à l'amélioration de l'infrastructure du marché et au renforcement des capacités financières au niveau du client. Plus des deux tiers de l'ensemble des fonds sont consacrés au financement du portefeuille de prêts des FSP, que ce soit directement ou par le biais d'intermédiaires en investissement dans la microfinance et d'autres intermédiaires tels que les banques et les institutions faitières (figure 2). Par ailleurs, 7 % des financements soutiennent le renforcement des capacités des FSP,

notamment grâce à l'amélioration des opérations, de la gestion et de la gouvernance. Cette année, toutefois, les engagements visant à éliminer les obstacles à l'échelon du client ont atteint près d'un milliard de dollars et ont doublé en pourcentage du total des financements pour atteindre 4 % en 2015. Le financement de l'infrastructure du marché a lui aussi augmenté sensiblement au point d'égaliser les engagements au niveau du client en frôlant le milliard de dollars. Plus de la moitié des projets centrés sur l'infrastructure du marché se situent en Afrique subsaharienne et un quart en Asie du Sud (SA). Ces projets se focalisent souvent sur l'information et la transparence (par le biais de centrales des risques, par exemple), les systèmes de paiement ou la collaboration avec les prestataires de services de renforcement des capacités.

Les financements — principalement sous forme de prêts — visent un éventail de bénéficiaires de plus en plus divers

Les bailleurs de fonds continuent de recourir aux prêts pour plus de la moitié de leurs financements, bien que la dépréciation de l'euro ait réduit la valeur réelle des financements de ce type. Les prêts proviennent principalement d'institutions de financement du développement et d'organismes multilatéraux : les premières investissent généralement dans les FSP, que ce soit directement ou par le biais d'intermédiaires en investissement dans la microfinance, tandis que les seconds acheminent souvent leurs prêts par le truchement des autorités nationales.

S'il est vrai que le prêt est l'instrument le plus utilisé dans toutes les régions, le ratio dons/prêts est plus élevé en Afrique subsaharienne et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), où les dons représentent respectivement 31 % et 25 % du total des financements. Par ailleurs, bien que le prêt soit l'outil le plus utilisé en volume, le don reste l'instrument le plus fréquent au regard du nombre de projets : en 2015, 40 % des projets

Figure 2. Cibles des financements en 2015

Financement des FSP 69 %	Sans affectation précise 14 %	Infrastructure du marché 4 %
		Clients 4 %
	Renforcement des capacités des FSP 7 %	Politiques 2 %

Source : enquête annuelle 2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux, N = 54 bailleurs de fonds

Encadré 2. Les services financiers numériques

Les bailleurs de fonds continuent de donner la priorité aux services financiers numériques comme moyen d'accélérer l'inclusion financière. Trois grandes constatations s'imposent à la lumière des données les plus récentes :

1. Près de la moitié des financements consacrés à la finance numérique sont destinés à l'Afrique subsaharienne et le quart à des projets plurinationaux ou mondiaux.
2. En volume, les organismes multilatéraux constituent la plus importante catégorie de bailleurs de fonds, mais ce sont les fondations qui gèrent le plus grand nombre de projets.
3. Les États sont les principaux bénéficiaires des financements destinés à la finance numérique, représentant environ 20 % des projets et visant principalement les activités de réglementation et de supervision. Un projet sur dix cible les opérateurs de téléphonie mobile et les opérateurs de services monétaires mobiles.

contenaient un élément de don. Les organismes de développements bilatéraux sont à l'origine de plus de la moitié des financements sous forme de dons, mais, selon les données dont nous disposons, au moins une partie des bailleurs bilatéraux accroissent leur utilisation des prêts.

Les fonds de participation sont le troisième instrument en volume. Ils sont utilisés principalement par les IFD et dans les pays à revenu intermédiaire. Enfin, les garanties et les financements structurés sont les deux instruments les moins fréquemment utilisés puisqu'ils ne représentent à eux deux que 11 % de l'ensemble des financements. Ces instruments sont surtout utilisés par les IFD et ciblent généralement des projets globaux dans la région Europe et Asie centrale (ECA) ainsi que dans la région MENA. Après avoir été en constante diminution ces dernières années, les financements structurés semblent augmenter, en particulier parmi les IFD.

Plus de la moitié des financements vont aux FSP ou aux intermédiaires en investissement dans la microfinance qui, avec des pourcentages de 37 % et 22 % respectivement, constituent les deux principales catégories de bénéficiaires. Les autorités nationales reçoivent environ 20 % des financements tandis que d'autres intermédiaires en perçoivent un peu moins de 10 %. Les financements accordés à des bénéficiaires situés hors de ces catégories traditionnelles ont toutefois augmenté durant les dernières années. Sur les trois milliards de dollars de financements accordés à d'« autres » bénéficiaires, plus de la moitié sont engagés au profit de prestataires de services non financiers et d'organisations non gouvernementales souvent chargés de la mise en œuvre de programmes au nom des bailleurs de fonds. Au moins 200 millions de dollars sont affectés aux acteurs de l'écosystème de la finance numérique, dont 130 millions de dollars pour les opérateurs de téléphonie mobile ou les opérateurs de services monétaires mobiles, le restant étant réparti entre les plateformes de paiement, les services de transferts d'argent et les sociétés de technologie financière (encadré 2). Environ 167 millions de dollars sont octroyés aux facilitateurs du marché, parmi lesquels les membres du réseau pour l'expansion du secteur financier (*Financial*

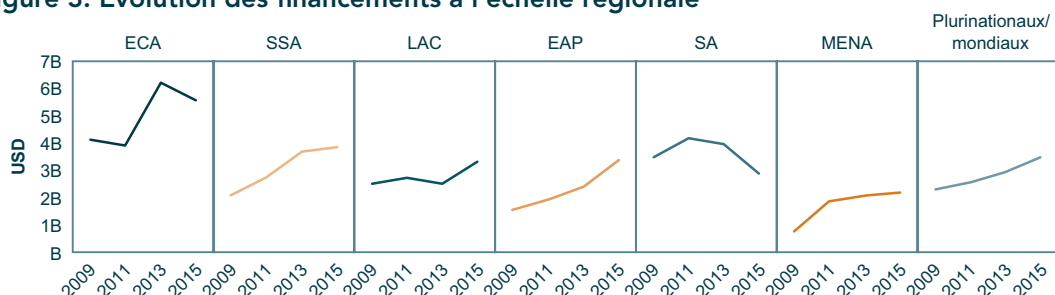
Sector Deepening Network) en Afrique subsaharienne, et 166 millions de dollars aux organismes de développement multilatéraux au nom d'autres bailleurs de fonds.

Les financements pour l'Afrique subsaharienne dépassent pour la première fois ceux de l'Asie du Sud

Les bailleurs de fonds mettent davantage l'accent sur l'Afrique subsaharienne, qui bénéficie pour la première fois de financements supérieurs à ceux de l'Asie du Sud (figure 3). Le tiers de l'ensemble des projets se situe en Afrique subsaharienne, qui est maintenant la deuxième région la mieux financée. La région ECA arrive certes en première position, mais ses financements ont diminué en termes réels durant les deux dernières années en raison d'importantes fluctuations de change et du ralentissement des approbations de projets. Environ 40 % de la baisse de financement subie par cette région est attribuable au ralentissement des flux en direction de la Russie, qui fait l'objet de sanctions économiques depuis 2014. Les financements en faveur de l'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté au cours des deux dernières années, bien que le nombre de projets ait diminué. Cette tendance s'explique en partie par la hausse du pourcentage de financements acheminés par le biais d'instruments d'investissement dans la microfinance ou d'autres intermédiaires. Les financements au profit de la région MENA se sont accrus de 9 % par an sur la base d'un taux de change constant fixé en 2013. En termes réels, toutefois, le montant des financements reste stable, car les deux tiers proviennent de bailleurs de fonds de la zone euro. Les financements axés sur la région Asie de l'Est et Pacifique (EAP) ont sensiblement progressé, principalement en raison de l'approbation de plusieurs grands projets en Chine et en Indonésie durant l'année 2015. En revanche, les financements en faveur de l'Asie du Sud ont baissé la même année à la suite de la clôture de plusieurs grands projets pluriannuels en Inde.

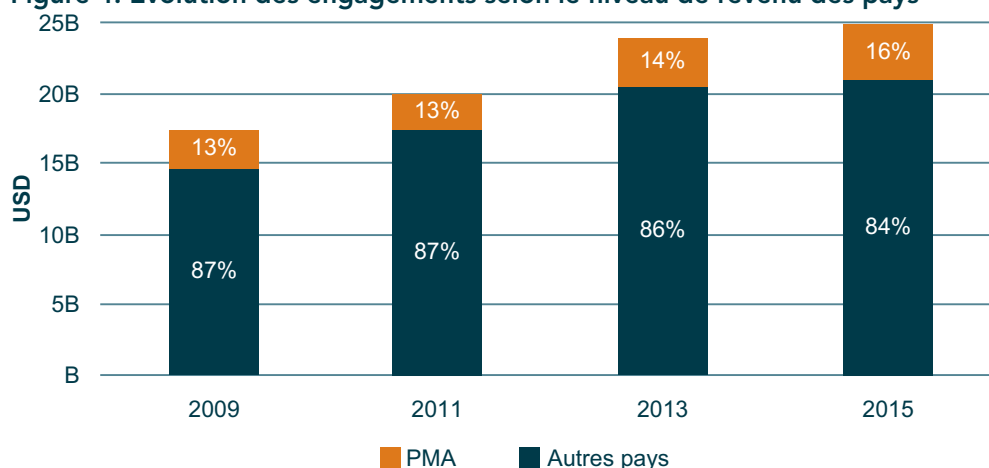
Les pays qui ont reçu le plus de financements en 2015 sont la Turquie, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Pakistan. Collectivement, ils représentent 25 % de

Figure 3. Évolution des financements à l'échelle régionale



Source : enquête 2010-2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux, N = 46 bailleurs de fonds

Figure 4. Évolution des engagements selon le niveau de revenu des pays



Source : enquête 2010-2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux, N = 46 bailleurs de fonds

l'ensemble des financements destinés à un seul pays. Entre 2013 et 2015, le nombre de bailleurs de fonds en activité s'est accru d'au moins sept bailleurs à Myanmar, six au Mozambique et quatre en Côte d'Ivoire.

Les financements en faveur des pays les moins avancés (PMA) augmentent environ six fois plus vite que les financements au profit des pays n'appartenant pas à cette catégorie, c'est-à-dire à un rythme annuel de 6,5 % de 2013 à 2015 (contre une progression de 1,1 % pour les pays autres que les PMA) (figure 4). S'il est vrai que les PMA n'ont reçu que 16 % des engagements de financement en 2015, ils ont bénéficié de la moitié de la croissance des engagements entre 2013 et 2015. Il s'agit là d'un changement significatif par rapport aux années précédentes quand les PMA percevaient 20 % ou moins des nouveaux engagements nets. Pratiquement toutes les catégories de bailleurs de fonds contribuent à cette croissance, mais ce sont les bailleurs bilatéraux qui fournissent le plus gros montant de financements aux PMA. Dans le cas de ces pays, les dons sont traditionnellement l'instrument de financement privilégié, mais le financement par l'emprunt a augmenté au point de pratiquement égaler les dons en volume en 2015. Les financements affectés aux 25 pays prioritaires au titre de l'Accès universel aux services financiers (*Universal Financial Access ou UFA*), qui abritent 73 % des êtres humains touchés par l'exclusion financière, ont augmenté à un rythme annuel moyen de 5,5 % de 2013 à 2015, alors que les financements pour les pays prioritaires non-UFA diminuaient légèrement⁶.

Perspectives

Selon les bailleurs de fonds, la tendance à la hausse des financements en faveur de l'inclusion financière se poursuivra au cours des trois prochaines années. Les bailleurs continueront de se concentrer sur les services financiers de détail en vue notamment d'élargir la gamme de produits et des services. Contrairement aux années précédentes, toutefois, ils indiquent qu'ils utiliseront en priorité l'inclusion financière pour atteindre des objectifs précis tels que la productivité agricole ou la maîtrise de l'énergie. S'agissant de l'affectation des financements à l'échelle régionale, les bailleurs ont l'intention de redoubler d'efforts en Afrique subsaharienne tout en réduisant leurs activités dans la région

Europe et Asie centrale. À mesure qu'évoluera la façon dont les bailleurs de fonds considèrent l'inclusion financière — qui cessera d'être une fin en soi pour devenir le catalyseur d'autres objectifs —, la promotion de cette inclusion sera de plus en plus intégrée dans les projets et les institutions. Les interventions en faveur de l'inclusion financière restent toutefois un outil essentiel du renforcement de la résilience, de la création de moyens d'existence et de l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres.

Méthodologie

La présente note a été rédigée à partir des données de l'enquête annuelle 2016 du CGAP sur les bailleurs de fonds internationaux (2016 CGAP Cross-Border Funder Survey) réalisée en partenariat avec MIX. Chaque année, l'enquête utilise tour à tour un ensemble complet de bailleurs de fonds (50 ou davantage) et un échantillon plus petit (20 ou plus). Dans le cas de l'enquête de 2016 portant sur les données de 2015, le CGAP a recueilli des données auprès de 54 bailleurs internationaux, dont les engagements constituaient 74 % du montant estimé des financements mondiaux en faveur de l'inclusion financière. Les tendances pluriannuelles sont établies à partir des données des 46 bailleurs qui communiquent des informations sur une base semestrielle depuis 2009. L'estimation globale est calculée en conjuguant les données tirées de nos échantillons et les données accessibles au public de l'enquête de Symbiotics sur les MIV (www.syminvest.com). Pour de plus amples informations sur la méthodologie, veuillez consulter le site www.cgap.org/2016-Funding-Data.

Sources

Mudaliar, Abhilash, Hannah Schiff, and Rachel Bass. 2016. "2016 Annual Impact Investor Survey." New York: Global Impact Investing Network.

OECD. 2016. *Development Co-operation Report 2016: The Sustainable Development Goals as Business Opportunities*. Paris: OECD Publishing.

Symbiotics. 2016. "2016 Symbiotics MIV Survey, Market Data & Peer Group Analysis," 10th edition. Geneva: Symbiotics.

⁶ En 2015, la Banque mondiale, l'IFC et un groupe de partenaires se sont engagés à accroître d'un milliard le nombre de personnes ayant accès à des comptes de transactions à l'horizon 2020. L'initiative donne la priorité à 25 pays qui abritent la majorité des êtres humains touchés par l'exclusion financière. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site ufa.worldbank.org.

AUTHORS:

Matthew Soursourian et Edlira Dashi avec Eda Dokle